

Qu'a fait le gouvernement actuel, monsieur l'Orateur? Le programme s'est poursuivi avec succès jusqu'au 30 avril dernier; puis, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a présenté un nouveau programme et un nouveau règlement. A l'œuvre on connaît l'artisan. Examinons donc les résultats de ce programme de formation. Lorsque le ministre a modifié le programme et qu'il a présenté le nouveau règlement, il y avait en Ontario 19,500 personnes inscrites au programme de recyclage et qui acquéraient de nouvelles aptitudes propres à améliorer leur rendement. Sept mois plus tard, on serait en droit de penser que les inscriptions auraient augmenté d'environ 50 p. 100. Au contraire, nous avons constaté une diminution de 43 p. 100. Il n'y avait plus que 11,200 inscrits, et le nombre diminue tous les jours.

Les inscriptions sont à la baisse parce que le programme n'est pas pratique. Le ministre actuel ne sait pas de quoi il retourne, et ses fonctionnaires non plus. Ils ne veulent pas entendre les autorités de l'Ontario, pas plus que ceux qui avaient mis sur pied un bon programme. Ainsi, le seul programme qui peut accroître la productivité du pays est en train de se gâcher. C'est pourquoi nous n'avons plus confiance dans le gouvernement actuel; voilà pourquoi nous avons voté la défiance l'autre jour.

Voyez la production industrielle, facteur sur lequel nous comptons beaucoup pour donner le l'emploi aux Canadiens. De 1945 à 1965, la production industrielle du pays a augmenté en moyenne de 5 p. 100 par année. D'après les chiffres que nous avons pour l'an dernier, l'accroissement par rapport à l'année précédente avait baissé de la moyenne annuelle de 5 p. 100 à 1.1 p. 100, soit un cinquième de l'accroissement moyen des 20 années précédentes. Et que fait ce grand ministère de l'Industrie, qui consacre chaque année des centaines de millions de dollars à un travail qui se faisait auparavant pour une fraction de cette somme? Lorsque le parti auquel j'adhère formait le gouvernement, la Production de défense et l'Industrie relevaient du ministère du Commerce. Nous avions des industries productrices alors. Or, le gouvernement a établi ce ministère de l'Industrie incroyablement coûteux et le rendement des usines a baissé. L'augmentation est tombée à un cinquième de ce qu'elle était.

Le gouvernement ne nous inspire pas confiance car il maltraite notre économie—y compris l'emploi de notre population et la prospérité de notre pays—et le réduit à un rythme toujours croissant.

Pour vendre nos marchandises, nos prix doivent rester modérés et nos coûts de production capables d'affronter la concurrence. Comment le gouvernement va-t-il influencer sur nos principaux coûts de production qui affectent l'aptitude des Canadiens à vendre des marchandises et à fournir des emplois? D'abord, considérons le coût de l'argent. C'est le plus élevé jamais vu dans notre histoire. Et pourquoi? Parce que le coût de l'argent est directement influencé par le taux d'intérêt pour les obligations de l'État. Si le gouvernement inspire confiance, le taux d'intérêt requis ou payé sur ces obligations reste bas. Si cette confiance est faible, le coût de l'argent que le gouvernement doit emprunter est élevé. Aujourd'hui, le taux de l'intérêt sur les obligations d'épargne de l'État est le plus élevé de notre histoire. Résultat? Le coût de cet argent nécessaire aux agriculteurs, aux hommes d'affaires, aux commerçants et aux particuliers pour fabriquer leurs marchandises est plus élevé que jamais, et le taux de l'intérêt augmente chaque jour.

Examinons les coûts de la main-d'œuvre puisqu'ils sont partie intégrante de nos coûts de production. Tout le monde aimerait que les travailleurs obtiennent une belle augmentation chaque année. Plus ils gagnent, plus cela nous fait plaisir. Toutefois, si nos frais augmentent au point de rendre nos prix prohibitifs, nos marchandises restent invendues et nous n'avons plus de commandes. Les usines n'ayant plus à produire, les travailleurs sont congédiés et vont grossir les rangs des chômeurs. Ainsi, en accordant chaque année des augmentations de salaires supérieures à celles de nos concurrents, nous privons nos ouvriers de travail. C'est aussi simple que cela.

● (5.10 p.m.)

Qu'est-il arrivé l'an passé? En raison des politiques fiscale, économique et autres du gouvernement, le coût de la main-d'œuvre a augmenté de 8.7 p. 100 au Canada, comparativement à 4.4 p. 100 aux États-Unis. Il nous est impossible de doubler l'accroissement d'une catégorie de frais primaires sans perdre des ventes et des emplois. Qu'est ce qui a causé cela? L'intervention du gouvernement, il y a 18 mois, dans trois différends ouvriers: la grève des débardeurs à Montréal, la menace de grève en Colombie-Britannique et la menace de grève des travailleurs de la Voie maritime du Saint-Laurent.

Dans chaque cas, il avait pris les dispositions voulues pour accorder une hausse de salaire de 30 p. 100. Eh bien, nous aimerions tous obtenir une hausse de salaire de 30 p. 100, chaque année. Mais on ne peut pas le